

a.544.1.U^och - MQ/eg

3003 Bern, den 2. April 1973

P r o t o k o l l

der Sitzung der Expertenkommission
für die Revision des Reglementes für
das Bundesarchiv vom 15. Juli 1966.

13. März 1973,
Konferenzzimmer 240, Bundeshaus West

Mitglieder der Kommission: Botschafter Bindschedler, Rechtsberater, EPD;
 Ständerat Olivier Reverdin, Genf;
 Professor Dr. Erich Gruner, Wabern b/Bern;
 Professor Dr. Paul Guggenheim, Genf;
 Professor Dr. Luzius Wildhaber, Freiburg;
 Dr. Leonhard Haas, Bundesarchivar
 Dr. Hans Rudolf Kurz, Chef der Unterabteilung Information und Dokumentation des Eidg. Militärdepartements;
 Dr. Hugo Schär; Stellvertreter des Generalsekretärs, Eidg. Justiz- und Polizeidepartement;
 Dr. Louis Roches, Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements;
 Dr. Diether Steinmann, Unterabteilungschef des Delegierten für wirtschaftliche Kriegsvorsorge.

Entschuldigt: Ständerat Olivier Reverdin

Vorsitz: Botschafter Bindschedler

Protokoll: Fürsprecher Maeder, Direktion für Völkerrecht, EPD;

Beginn der Sitzung: 14.30 Uhr

Botschafter Bindschedler: Herr Ständerat Reverdin ist verhindert, an dieser Sitzung teilzunehmen. Er hat mir ein Schreiben zukommen lassen, das ich Ihnen hier auszugsweise zu Ihrer Information vorlese:

"La discussion principale portera, je pense, sur la durée au terme de laquelle les lots d'archive deviennent accessibles au public. Trop réduire cette durée inciterait vraisemblablement l'administration à multiplier les dossiers réservés, ce qui, du point de vue de la recherche historique, serait fâcheux. C'est pourquoi j'hésite à faire de 30 ans la règle: ce devrait à mon avis être l'exception, mais une exception prévue par le règlement.

En fait, il y a des périodes qui, du point de vue historique, forment des unités. Ainsi la période qui précède la guerre. Des archives accessibles, cette année, jusqu'à 1938,

ne permettent pas, par exemple, d'étudier sérieusement la manière dont la Suisse a conduit, jusqu'à l'ouverture des hostilités, sa politique de neutralité, ni la manière dont elle s'est préparée, militairement et économiquement, à la menace de guerre. Il faut donc, à un moment donné, ouvrir les archives jusqu'à 1939.

Ensuite, il y a la guerre. Ouvrir, au gré des ans, jusqu'en 1941, 1942... et, finalement, en 1980, 1945, n'aurait aucun sens: il faut, si on veut rendre possible la recherche, ouvrir d'un coup la période 1939-1945, ce qui, à mon avis, pourrait être fait dès maintenant.

.....

Sur un troisième point, je vous fais part de mon avis: il me paraît très discutable, je dirai même inconvenant, d'autoriser (art. 8, lettre d) un département de l'administration fédérale à "défendre la publication" d'un manuscrit que lui soumet un historien. A la rigueur, il peut interdire la reproduction de tel ou tel document; mais les jugements et interprétations de l'historien n'ont pas à être soumis à la censure. Je vous propose donc une nouvelle rédaction."

Für die nun folgende Diskussion schlage ich vor, dass wir uns an den vom Bundesarchiv ausgearbeiteten Revisionsvorschlag für die Artikel 7 und 8 des Reglementes halten. Zu Art. 7 stellen sich vier Fragen, die zu besprechen sind:

- Die Länge der Sperrfrist;
- die Behandlung der Zeit zwischen 1939 - 1945;
- die Frage, ob nach festen Zeitgrenzen oder nach Dossier abzugrenzen ist;
- die Frage, ob der im alten Reglement vorhandene zweite Satz von Art. 7, Abs. 1 wieder einzufügen ist.

Zur Sperrfrist macht das Bundesarchiv den Vorschlag einer Neufestsetzung auf 35 Jahre. Dem steht der Vorschlag von Herrn Prof. Gruner gegenüber, der die Frist auf 30 Jahre verkürzen möchte. Die Diskussion über diesen Punkt ist eröffnet.

Professor Gruner: Mein Vorschlag ist im Zusammenhang mit den Problemen zu betrachten, die die Akzeleration der Geschichte stellt. Heute füllen sieben bis acht Generationen einen Zeitraum, in dem es früher vielleicht zwei bis drei Generationen gab. Im Interesse der Geschichtsforschung plädiere ich für eine möglichst kurze Sperrfrist, und wenn

man schon von 50 auf 35 Jahre herabgeht, so kann man die Frist genauso gut auf 30 Jahre festsetzen.

Botschafter Bindschedler: Setzt man die Frist auf 30 Jahre hinab, so wird es immer solche geben, die sie dann auf 25 Jahre oder 20 Jahre verkürzen möchten. Das Moment der Willkür wird nie ganz auszuschalten sein.

Dr. Haas: Die Ansicht, dass im Ausland kürzere Veröffentlichungsfristen als in der Schweiz bestehen, ist ein widerlegbarer Mythos. Ich werde Ihnen im folgenden Auszüge aus der Revue Internationale des Archives "Archivum" über die Sperrfristen in anderen Ländern zitieren:

England:

"Documents consultables au bout de 75 ou 100 ans:

a) Documents comportant des renseignements relatifs à des individus et dont la divulgation serait susceptible de porter préjudice à des personnes vivantes ou à leurs descendants directs:

Amirauté, War Office et ministère de l'Air: documents des Conseils de guerre;

Ministère de la Santé: documents des tribunaux statuant sur les exemptions du service militaire;

Home Office (ministère de l'Intérieur): registres criminels, dossiers et registres relatifs à l'entretien des enfants et des aliénés, aux étrangers, aux criminels, aux troubles et aux extraditions;

Colonial Office: documents relatifs aux troubles en Irlande;

Metropolitan Police: registres des lettres expédiées et registres des repris de justice;

Procureur général: dossiers des procès, et dossiers similaires émanant du Treasury Solicitor;

Commission des Prisons: documents;

Cour de protection des aliénés: ordonnances et dossiers de procès;

Tribunal des banqueroutes: dossiers et délibérations;

Cour Suprême: délibérations sur des procès matrimoniaux, sauf les décrets et les ordonnances pris en séances publiques;

Ministère de l'Education: dossiers relatifs aux institutions pour enfants inadaptés et à l'inconduite des enseignants.

b) Documents comportant des informations obtenus à titre confidentiel:

Registrar General: tableaux des recensements décennaux;

Land Revenue Office et Crown Estate Commissioners: enregistrement des titres;

National Assistance Board: dossiers personnels, appels en matière de pensions, procès verbaux;

Ministère de la Santé: dossiers médicaux;

Trésor: papiers relatifs aux impôts;

Inland Revenue: registres sur les droits de succession, papiers relatifs aux impôts;

Commission de la Fonction publique: certains dossiers de nomination;

War Office: registres des cadets du Collège de Sandhurst.

c) Documents dont la publication pourrait porter préjudice à la sécurité nationale ou à la discipline administrative, y compris les documents des douanes (customs and excise).

Documents consultables au bout de 50 ans.

Ces documents, qui représentent environ 100 mètres linéaires, sont en effet encore "sensibles" au bout de 30 ans:

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation: plans d'alimentation de la population en temps de guerre; correspondance et documents relatifs à l'alimentation et aux pêcheries;

Board of Trade: documents du Comité consultatif sur les droits d'importation;

Ministère de la Défense: documents de la censure postale et télégraphique;

Cabinet, Colonial Office, Dominions Office, Foreign Office, Trésor, Board of Trade et Law Officers' Department: un nombre limité de dossiers sélectionnés."

Italien:

"Tous les documents conservés dans les Archives de l'Etat sont librement consultables, quelle que soit leur date, avec les exceptions suivantes: a) les documents de caractère réservé relatifs à la politique étrangère et intérieure de l'Etat deviennent communicables au bout de 50 ans; b) les documents réservés en raison des renseignements qu'ils contiennent sur des personnes privées sont communicables au bout de 70 ans; c) les dossiers des procès criminels sont communicables 70 ans après la clôture du procès; d) le délai de 70 ans peut être appliqué aux documents entrés en possession des Archives par voie d'achat, de don, de dépôt ou de legs,

à la demande de la personne qui les a cédés.

Sur l'avis de la Giunta du Conseil supérieur des Archives, composé des représentants de la recherche historique et des Archives, le ministre peut accorder des dérogations pour la consultation du matériel réservé. Les dérogations sont accordées très libéralement pour le période allant jusqu'au début de la seconde guerre mondiale. Pour la période postérieure, les autorisations ne sont accordées qu'à des chercheurs qualifiés, qui désirent utiliser la documentation dans des buts rigoureusement scientifiques, mais aucune discrimination ne se fait entre nationaux et étrangers. Le problème ira en s'atténuant car, en vertu de la loi de 1963, les versements ne seront opérés désormais qu'au bout de 40 ans.

Les Archives autonomes des ministères des Affaires étrangères et de la Défense ont leur propre règlement. Cependant, on étudie actuellement la possibilité d'harmoniser leur politique en matière de communication avec celle pratiquée par les Archives d'Etat."

Frankreich:

"(délai général: 50 ans) Le délai n'est pas uniformément fixé en ce qui concerne les documents qui sont réservés dans l'intérêt de l'Etat (papiers diplomatiques, archives militaires, contentieux avec des pays étrangers, investissements à l'étranger, documents non communicables sur la demande de l'autorité versante). Le ministère des Affaires étrangères, qui a son propre dépôt d'archives autonome, communique ses documents, selon les séries, jusqu'à la fin du XIXe siècle ou jusqu'à 1914. Les services historiques (autonomes) de la Défense nationale appliquent la règle de 50 ans. En ce qui concerne les autres catégories documentaires réservées pour sauvegarder les intérêts de l'Etat, elles deviennent communicables dès lors que leur divulgation ne peut plus porter préjudice à ce dernier. Leur ouverture à la recherche intervient donc à des délais variables, aucune limite maximum n'étant fixée.

Les papiers réservés dans l'intérêt des familles ou des personnes privées deviennent accessibles au public après des délais variant de 60 à 125 ans.

Le droit d'accorder les dérogations appartient, selon les cas, au directeur général des Archives de France, au préfet du département, au maire de la commune ou au président de la Commission administrative de l'hôpital, lorsqu'il s'agit de la consultation des documents réservés afin de protéger les intérêts des individus et des familles. Dans les autres cas, les demandes d'autorisation doivent être adressées à l'administration qui a effectué le versement (dans les départements, c'est le préfet qui est habilité à octroyer toutes les dérogations, mais il peut déléguer ce pouvoir au directeur des Archives départementales). En cas de refus d'autorisation, le lecteur peut faire appel et, en dernier recours, aller jusqu'au premier ministre."

Vereinigte Staaten von Amerika:

"Archives nationales (pas de délai général). Les restrictions en vigueur sont, soit spécifiées par la loi, soit exigées par les administrations versantes, soit imposées par l'archiviste des Etats-Unis conformément aux directives des administrations. Elles touchent, soit l'ensemble d'un fonds, soit des documents qui font partie de fonds normalement ouverts mais qui doivent être réservés en raison de leur contenu. Les délais de fermeture varient de 30 à 75 ans; il est à noter cependant que les Archives nationales reçoivent rarement des documents de moins de 30 ans.

Délai de 75 ans: 2) dossiers médicaux et psychiatriques; b) enquêtes sur des individus et des groupes par des organismes gouvernementaux; c) tous les documents émanant du Federal Bureau of Investigation ou de son prédécesseur, le Bureau of Investigation; d) lettres et communications interceptées en temps de guerre, documents de la censure concernant l'interception de lettres ou de communications: dossiers individuels des Forces armées.

Délai de 72 ans: feuilles des recensements de la population.

Délai de 50 ans: a) réclamations adressés à l'Administration des anciens combattants; la divulgation des renseignements contenus dans ces documents est interdite si elle peut porter préjudice à l'ancien combattant ou à sa mémoire, aux intérêts de personnes vivantes ou aux intérêts du gouvernement; b) informations communiquées au gouvernement à titre confidentiel par des individus ou des firmes économiques; c) documents réservés dans l'intérêt de la défense nationale. Les documents de ce type sont classés dans trois catégories: "top secret", "secret" et "confidential", et sont déclassés progressivement; en fait, les restrictions sont levées, dans la plupart des cas, avant 50 ans; actuellement, sont consultables les documents antérieurs à 1946, à l'exception des plans de guerre, dossiers de renseignements et autres documents de la sorte; d) documents fiscaux (impôts).

Restrictions spéciales: Différentes administrations imposent des délais, en général de 50 ans, parfois de 75 ans, en ce qui concerne la communicabilité des documents versés par elles et touchant des individus.

Département d'Etat: A moins d'entrer dans l'une ou l'autre des catégories réservées, les documents sont consultables au-delà de 30 ans. Des autorisations peuvent être accordées pour la consultation des documents de moins de 30 ans mais antérieurs à la date du dernier volume de la série Foreign Relations of the United States. Enfin, les documents postérieurs au dernier volume de ladite série ne sont pas communicables, sauf autorisation spéciale du département d'Etat.

Département de la Défense: Les documents qui n'entrent dans aucune des catégories réservées en vertu des dispositions générales (information confidentielles, dossiers individuels, etc.), ou dans l'intérêt de la défense nationale, deviennent consultables au bout de 10 ans.

Congrès des Etats-Unis: Les archives du Sénat sont ouvertes au public au bout de 25 ans dans leur presque totalité (95 %). Les documents de certaines commissions sénatoriales ne peuvent être communiqués qu'avec l'accord du secrétaire du Sénat et/ou du président de la commission intéressée. Tous les documents de la Chambre des représentants, à l'exception de ceux qui ont été rendus publics, sont réservés et ne peuvent être consultés ou reproduits qu'avec l'autorisation de ladite Chambre.

Tribunaux fédéraux: Les archives de la Cour suprême ont été versées aux Archives nationales jusqu'à 1910 et sont consultables. Les archives des cours de district se trouvant aux Archives nationales peuvent être communiquées, à moins d'entrer dans l'une ou l'autre des catégories réservées."

Bundesrepublik Deutschland:

"(date limite générale: 1945). Aux Archives fédérales, mais surtout dans les Archives des Länder, la consultation de certains fonds, ou parties de fonds, postérieurs à 1918, est soumise à l'autorisation préalable du directeur du dépôt. La conférence des directeurs d'Archives (Archivreferenten) a émis en sa session de 1967 une recommandation visant à avancer la période complètement ouverte jusqu'à 1932.

La réglementation n'étant pas très détaillée, les informations ci-dessous concernent les restrictions effectivement appliquées:

Dossiers médicaux et psychiatriques: ne sont communicables qu'avec l'accord de l'administration qui les a versés, quelle que soit leur date.

Minutes notariales: le versement ne peut intervenir que 50 ans après le décès du notaire. Une fois versées aux Archives, elles sont consultables.

Dossiers personnels: le versement ne peut avoir lieu qu'après la mort de la personne concernée et la liquidation de tout contentieux avec ses héritiers. Une fois versés aux Archives, ils sont consultables.

Archives judiciaires: les tribunaux versent les documents aux Archives 10 à 50 ans après la clôture de l'affaire. La consultation des documents postérieurs à 1918 (ou 1932) est soumise à l'autorisation du directeur de dépôt; la même pratique est observée pour les dossiers de police. Pour obtenir l'autorisation, le chercheur doit s'engager à respecter l'anonymat des personnes concernées par les documents, si la divulgation de leur nom est susceptible de leur porter préjudice."

Schweden:

Gemäss "Secrecy Act" von 1937, revidiert bis 1962: Grundsätzlich 50 Jahre.

Mit einer Verkürzung der Sperrfrist auf nur 30 Jahre, würden wir die Verwaltung dazu provozieren, noch mehr Dokumente zu "restricted papers" zu stempeln. Ich halte nicht dafür, eine solche Provokation durchzuführen. Ich plädiere dafür, dass wir die 35-Jahresfrist sehr flexibel handhaben sollten.

Professor Gruner: Der Grund, warum wir hier zusammenkommen, um eine Revision des Reglementes zu beraten, ist die Ueberhäufung des Bundesarchivs mit Gesuchen von Forschern. Es wurden dadurch sowohl das Bundesarchiv wie auch die Departemente überlastet. Ich selber beharre nicht auf meinem Vorschlag von 30 Jahren. Ich bin nicht persönlich daran interessiert, sondern es geht nur darum, dass das Bundesarchiv und die Departemente entlastet werden. Immerhin möchte ich an die Verwaltung appellieren, dass sie die ganze Angelegenheit auch etwas von aussen her zu betrachten versucht. Es scheint, dass sich gewisse Departemente etwas negativ zur Geschichtsforschung einstellen. Letzten Endes ist es ja auch nicht eine Präjudizfrage, ob die Frist auf 35 oder 30 Jahre herabgesetzt wird, sondern eine Ermessensfrage.

Botschafter Bindschedler: Ueber das Prinzip der Herabsetzung sind wir uns tatsächlich einig. Es geht jetzt nur noch um die beiden Jahreszahlen, die vorgeschlagen worden sind.

Dr. Schär: Den Ausführungen von Herrn Professor Gruner möchte ich zum Teil widersprechen. In der Prüfung der Ausgabe der Akten aus dem letzten Aktivdienst habe ich einige Erfahrungen sammeln können. Diese Erfahrungen gehen dahin, dass Art und Umfang der Aktenherausgabe nur einen geringen Einfluss auf die Objektivität des Geschichtsbildes ausüben, das bei der Verarbeitung dieser Dokumente resultiert. Ich kann Ihnen versichern, dass unser Departement wenigstens zum Teil ausserordentlich daran interessiert wäre, die bisherige Sperrfrist von 50 Jahren beizubehalten. Aufgrund ebenfalls der bisherigen Erfahrungen wäre ausserdem eine ausserordentlich strenge Bewilligungspraxis einzuführen. Akten aus der Bundesanwaltschaft und solche die den Aktivdienst betreffen, berühren zum Teil noch heute lebende Persönlichkeiten. Solche Akten können wir auf keinen Fall

bereits herausgeben. So neigen wir beispielsweise dazu, die Namen derjenigen, die in der Pressekontrolle tätig waren, nicht bekanntzugeben, soweit sie in der Öffentlichkeit nicht bekannt waren. Es ist aber nicht so, dass in unserem Departement kein Interesse und kein Verständnis für die Geschichtsschreibung vorhanden wäre, sondern wir sind ausserordentlich daran interessiert, dass vor allem die Periode des letzten Weltkrieges richtig dargestellt wird. Wir haben uns bereits mit der neuen Frist von 35 Jahren einverstanden erklärt, und ich glaube nicht, dass wir die Bundesanwaltschaft und andere Abteilungen unseres Departements zur Akzeptierung von 30 Jahren bringen würden.

Botschafter Bindschedler: Es ist sonst nicht üblich, dass in Expertenkommissionen über Fragen abgestimmt wird. Trotzdem schlage ich hier vor, dass wir über die beiden vorgeschlagenen Jahreszahlen abstimmen, damit wir dem Bundesrat berichten können, in welcher Richtung die Mehrheit von uns tendiert.

(Mit Einschluss von Herrn Ständerat Reverdin stimmen sieben Mitglieder der Kommission für 35 Jahre. Zwei Mitglieder stimmen für 30 Jahre.)

Damit gehen wir zum zweiten, vielleicht schwierigeren Problem über, nämlich zur Behandlung der Jahre 1939 - 1945. Diese Jahre fallen ja weder unter die 35 noch unter die 30 Jahre. Es stellt sich hier die Frage, ob man hier als Uebergangsbestimmung eine Ausnahmeregelung treffen soll oder nicht. Soll man das Bundesarchiv für solche Leute öffnen, die sich mit dieser Periode unserer Geschichte befassen wollen? Vorab spricht dagegen, dass diese Zeit zuwenig zurückliegt. Ferner sind wir zum Teil nicht allein Herr über diese Dokumente, sondern wir haben auch die Regelungen im Ausland zu berücksichtigen. Ferner haben wir Rücksicht auf einzelne Persönlichkeiten zu nehmen. Auf der anderen Seite aber haben wir es mit der unglückseligen Angelegenheit von Prof. Bonjour zu tun. Wie Sie wissen, bestand damals nicht die Absicht, einen Bericht zu veröffentlichen. Es sollte ursprünglich nur ein Bericht zuhanden der Behörden geschrieben werden, damit gewisse Fakten nicht vergessen würden und um zu

verhindern, dass sie später nicht mehr abgeklärt werden können. In der Angelegenheit Bonjour liegt eine Ungerechtigkeit gegenüber andern Forschern, die den Zugang zum Bundesarchiv nicht haben. Zudem ist der Bonjour-Bericht in vielen Punkten unrichtig, ja sogar falsch und bedarf der Korrektur. Es kann nicht Sache des Bundes sein, einen Gegenbericht auszuarbeiten. Das ist eine Aufgabe, die wir der Wissenschaft überlassen müssen. Trotz allen Bedenken neige ich heute dazu, dass man für diese Jahre 1939-45 eine Ausnahmeregelung treffen sollte. Dies sollte jedoch unter gewissen Einschränkungen geschehen.

Dazu ist folgendes zu bemerken: Der Bundesarchivar hat in einem Brief die Idee geäußert, man könnte nur die Akten des Politischen Departementes, der Handelsabteilung und gewisser Teile des Militärdepartementes öffnen. Dabei würde das Justiz- und Polizeidepartement wegfallen. Ich bin aber der Ansicht, dass das Prinzip der Gleichheit auch unter den Departementen gelten sollte. Ferner ist der Begriff "Teile des Militärdepartementes" eine zu vage Formulierung. Ich schlage Folgendes vor: Für diese Periode kommt nicht eine allgemeine Oeffnung in Frage, sondern es müsste ausdrücklich gesagt werden, es gehe um wissenschaftliche Zwecke. Ferner wäre hier die Bestimmung des Artikels 8, Absatz 1, lit.a, Satz 2 des revidierten Artikels zu übernehmen, wonach Gesuche den Departementen zu unterbreiten sind. Mit diesen Einschränkungen wäre ich damit einverstanden, die Periode von 1939-45 freizugeben.

Es stellt sich dazu noch die formelle Frage: Es drängt sich hier eine besondere Regelung auf. Nach Artikel 11 wäre ein neuer Artikel 11^{bis} unter Titel IV - anstatt nur "Schlussbestimmungen" sollte es dann heissen "Uebergangs- und Schlussbestimmungen" - einzufügen. Dieser Artikel würde dann bestimmen, dass Akten von 1939-45 für wissenschaftliche Zwecke zur Verfügung stehen sollen. Ueber die Konsultation dieser Akten entscheidet das zuständige Departement. So oder ähnlich stelle ich mir diese neue Bestimmung vor.

Dr. Haas: Wie Sie wissen, bin ich der Ansicht, dass jene Akten aus dem 2. Weltkrieg, die Professor Bonjour eingesehen hat, ohne wei-

teres der Wissenschaft zu öffnen sind. Ich schliesse mich demnach Ihrer Auffassung an, und betrachte es als eine Erleichterung, wenn diese Angelegenheit in einem speziellen Artikel 11^{bis} geregelt wird.

Professor Gruner: Ich möchte noch einmal die Bemerkung von Herrn Ständerat Reverdin zu den Jahren 1939-45 hören, die er in seinem Brief an Sie verwendet hat:

(“Ensuite, il y a la guerre. Ouvrir, au gré des ans, jusqu'en 1941, 1942 ... et, finalement, en 1980, 1945, n'aurait aucun sens: il faut, si on veut rendre possible la recherche, ouvrir d'un coup la période 1939-1945, ce qui à mon avis, pourrait être fait dès maintenant.”)

Es geht also aus diesem Zitat hervor, dass Herr Reverdin die Oeffnung der Archive ohne Bedingung befürwortet. Ich persönlich würde mich der Meinung von Herrn Reverdin anschliessen.

Professor Guggenheim: Der Herr Vorsitzende hat recht, wenn er sagt, dass es sich beim Ganzen um eine Gerechtigkeitsfrage handelt. Wesentlich scheint mir, dass das, was Herr Bonjour einsehen durfte, auch von andern Forschern eingesehen werden kann und eventuell sogar von Nicht-Forschern.

Botschafter Bindschedler: Professor Bonjour hatte grundsätzlich Einsicht in alle Akten. Welche er konsultiert und welche er in Tat und Wahrheit nicht konsultiert hat, das wissen wir nicht genau. Man könnte also in einer Reglementsbestimmung keinen Grundsatz formulieren, der besagen würde, dass jene Akten, die Professor Bonjour einsehen konnte nun auch von allen anderen Geschichtsforschern eingesehen werden könnten.

Dr. Schär: Zur generellen Freigabe der Aktenbestände habe ich noch eine Bemerkung: Es ist nicht so, dass wir z.B. die Akten der Bundesanwaltschaft generell der Einsicht verschliessen. Aber wir müssen diese Akten vor der Ausgabe immer wieder überprüfen.

Dr. Kurz: Ich möchte noch darum bitten, dass man nicht nur die Jahre 1939-45 als den Zweiten Weltkrieg bezeichnet. Es gibt eine Vorgeschichte, die zum Zweiten Weltkrieg gehört. Wissenschaftlich wären wir nicht sauber, wenn wir genau die Jahre 1939-45 als Kri-

terien wählen sollten, und die unmittelbare Vorgeschichte einfach weglassen wollten.

Botschafter Bindschedler: Diese Bemerkung ist berechtigt.

Professor Guggenheim: Mir scheint wesentlich, dass all das, was Herrn Professor Bonjour zur Verfügung gestellt wurde, zur Einsicht freigegeben wird und nicht nur das, was er sich selber davon ausgewählt hat. Ferner sollte der Eindruck vermieden werden, wir gingen so vor, dass die Departemente eine Art Zensur ausüben könnten. Damit meine ich, dass eine generelle Regelung getroffen werden sollte.

Professor Wildhaber: Was Herr Professor Guggenheim soeben gesagt hat, ist ein Anliegen, das ich teile. Es darf nicht nachher eine Art Zensur ausgeübt werden.

Botschafter Bindschedler: Wir wollen die Probleme nicht vermischen. Das Problem der Nachzensur wird bei der Behandlung von Artikel 8 noch an die Reihe kommen. Hier geht es allein um die Einsichtnahme in die Akten sowie um die eventuelle Sperrung aus Gründen der Staatssicherheit oder mit Rücksicht auf gewisse Persönlichkeiten.

Professor Gruner: Generell möchte ich nur noch einmal bemerken, welch kolossales Misstrauen die Verwaltung meiner Meinung nach gegenüber der Geschichtsforschung hegt.

Dr. Schär: Wir sind gewiss nicht misstrauisch. Wir sind gebunden an die Vorschriften, d.h. wir dürfen keine Akten veröffentlichen, die das Landesinteresse oder persönliche Interessen beeinträchtigen könnten. Den Grad der Möglichkeit einer solchen Beeinträchtigung können wir nicht immer genau beurteilen. Natürlich wäre es auch für uns eine Erleichterung, wenn bis auf 35 Jahre zurück die Akteneinsicht vollkommen frei wäre, denn sonst müssen wir immer wieder tagelang die Akten nach möglichen Sperrdokumenten durchsehen.

Dr. Haas: Die Auffassung, die Herr Dr. Schär vertreten hat, kann ich bestätigen. Es gibt kein Misstrauen gegenüber der Geschichtsforschung, sondern es gibt gesetzliche Vorschriften, die uns dazu

anhalten, die Akten nach diesen zu sperrenden Dokumenten durchzusehen.

Botschafter Bindschedler: Wenn sich niemand mehr zum Wort meldet, möchte ich die Diskussion wie folgt zusammenfassen: Es besteht unter uns Einheitlichkeit in der Ansicht, dass die Dokumente der Zeit des Zweiten Weltkrieges für wissenschaftliche Zwecke offen stehen sollen. Die Meinungen gehen jedoch auseinander über die Kategorien, mit denen dieses Vorgehen verbunden werden soll. Die eine Meinung tendiert nach einer allgemeinen Oeffnung für wissenschaftliche Zwecke, eine andere Meinung geht dahin, gewisse Akten auszuschliessen, wobei hier die Meinungen wiederum divergieren, ob diese Akten kategorienweise umschrieben werden können, oder ob dieser Entscheid von Fall zu Fall dem zuständigen Departement überlassen werden muss oder ob man beides kombinieren will. Das sind die verschiedenen Varianten und wir werden sie uns noch zu überlegen haben. Schliesslich werden wir eine zweckmässige Formulierung zu nennen haben. Der endgültige Entscheid liegt dann beim Bundesrat.

Somit schlage ich Ihnen vor, zum nächsten Punkt überzugehen. Es handelt sich um die Neuerung, die der Herr Bundesarchivar vorgeschlagen hat, nämlich nicht mehr strikte auf die Zeitgrenze abzustellen, sondern die Einheit einer bestimmten Angelegenheit als Kriterium zu verwenden. In einem früheren Brief habe ich bereits darauf hingewiesen, dass dieses Prinzip nicht in allen Fällen durchgeführt werden kann. Es würde damit eine Unklarheit in die Regelung eingeführt. In Ihren schriftlichen Aeusserungen haben Sie meiner Auffassung zugestimmt. Auch Sie haben vorgeschlagen, diesen Satzteil wieder zu streichen. Ich komme auf diesen Aspekt noch einmal zu sprechen, weil Herr Reverdin ihn auch auch aufgegriffen hat. Er schlägt nun vor, in den Artikel 7 ein Alinea 1^{bis} neu einzuführen. Dieses Alinea 1^{bis} würde folgenden Wortlaut haben: "Pour faciliter la recherche sur des périodes formant, du point de vue historique, une unité, la limite de 35 ans peut être exceptionnellement réduite soit pour l'ensemble des archives fédérales, soit pour des lots d'archives déterminés."

Ich eröffne die Diskussion über diesen Vorschlag.

Dr. Haas: Beim Vorschlag von Herrn Reverdin handelt es sich ja um eine Ansicht, die ich bereits eingangs vertreten habe.

Botschafter Bindschedler: Das Postulat, das von Herrn Reverdin und Ihnen vertreten wird, kann natürlich auch erfüllt werden durch die Anwendung des Artikels 8, nämlich der Ausnahmebestimmungen.

Professor Gruner: Ich bin für die Lösung von Herrn Reverdin. Einmal ist sie klar und andererseits hätten wir bei Anwendung der Ausnahmebestimmungen immer wieder einen Papierkrieg zu gewärtigen.

Botschafter Bindschedler: Das wäre beim Vorschlag von Herrn Reverdin auch der Fall, denn er sagt ja nicht, wer über die Zulassung der Ausnahmen bestimmen soll. Aber ich habe selber nichts dagegen, dass man in dieser Form eine Regelung trifft und nicht bloss in einem eingeschobenen Satzteil. Andererseits ist die Einfügung dieses neuen Alineas auch nicht unbedingt nötig. Ich sehe jedoch, dass sämtliche anwesenden Herren für diese Lösung sind.

Dann können wir zum nächsten Punkt, zu Artikel 7, übergehen. Im Entwurf der revidierten Bestimmung fehlt der zweite Satz des Artikels 7: "Im Zweifelsfall holt der Bundesarchivar die Einwilligung der Amtsstelle ein, welche die Akten abgeliefert hat." Ich möchte fragen, warum dieser Satz fallen gelassen ist? Ich plädiere für seine Wiederaufnahme.

Dr. Haas: Aus der neuen Fassung, die hier vorliegt, ergibt sich, dass im Zweifelsfalle an das zuständige Departement zu gelangen ist. Dies braucht also nicht noch einmal aufgeführt zu werden.

Botschafter Bindschedler: Ich würde es im Interesse der Klarheit weiterhin erwähnen.

Dr. Haas: Es handelt sich hier um eine Bestimmung von zweitrangiger Bedeutung, und ich habe nichts dagegen, wenn sie wieder eingefügt wird.

Dr. Kurz: Zu Artikel 7, Absatz 5 möchte ich noch eine Bemerkung anbringen: Mich stört die Formulierung, dass alle Akten nur den-

jenigen Amtsstellen, die sie abgeliefert haben, zur Verfügung stehen sollen. Mindestens bei uns im Militärdepartement besteht sehr oft das Bedürfnis, Akten aus anderen Departementen zu konsultieren. Nach dem strengen Wortlaut dieser Bestimmung, könnten wir solche Akten, die wir nicht abgeliefert haben, nicht einsehen. Ich möchte zumindest vorschlagen, dass es nicht nur heisst "die Amtsstellen, die sie abgeliefert haben" sondern "die Amtsstellen, die sie abgeliefert und die daran ein Interesse haben". Geschieht das nicht, so sind wir von sehr vielen Akten ausgeschlossen, an deren Einsicht wir ein ausserordentliches Interesse haben.

Botschafter Bindschedler: Die Fassung stammt aus dem alten Text des Artikels 7, aber ich habe nichts dagegen, wenn man diese Formulierung ändert, wenn wir schon an einer Revision arbeiten. Wir haben auch ein Interesse an Akten anderer Departemente, z.B. des EMD.

Dr. Haas: Diese Formulierung entspricht den Erfahrungen, die wir in den letzten Jahrzehnten gemacht haben. Nicht jedes Departement ist froh darüber, wenn wir seine Akten einem andern Departement zur Verfügung stellen. In jedem Zentralarchiv der Welt besteht das ungeschriebene Recht, dass die Departemente die Akten, für die die Sperrfrist noch nicht abgelaufen ist, gewissermassen in ihrem Besitz behalten können. Und wenn wir heute Akten eines Departementes einem andern Departement aushändigen wollen, so fragen wir das erstere immer noch an, ob es damit einverstanden sei. Einer Ergänzung der Formulierung möchte ich mich aber nicht widersetzen.

Botschafter Bindschedler: Man könnte ja sagen: "...stehen den Amtsstellen, die sie abgeliefert haben oder die sie zu amtlichen Zwecken benötigen, zur Verfügung."

Dann können wir zu Artikel 8 übergehen. Es geht zuerst um die Frage, ob in Absatz 1 noch einmal die öffentlichen und privaten Interessen erwähnt werden sollen. Sie haben sich schriftlich damit einverstanden erklärt und ich glaube im Interesse der Anwendung und der Klarheit wäre das nützlich.

Wichtiger ist die zweite Frage, nämlich die zu Artikel 8, Absatz 1, lit. b, über die "chercheurs étrangers". Im zweiten Satz schlägt Herr Ständerat Reverdin vor "ils peuvent en être dispensés s'ils sont domiciliés en Suisse, y ont fait ou

y font leurs études." Prima vista hätte ich gegen diese Formulierung nichts einzuwenden.

Dr. Haas: Wenn man Alinea b schon aufrecht erhält, so ändert die vorgeschlagene Formulierung von Herrn Reverdin ja nicht viel daran.

Botschafter Bindschedler: Der Absatz 1 würde ja ohnehin aufrecht erhalten. Aber wir können uns diesen Punkt noch überlegen und später darüber entscheiden.

Wichtiger ist hingegen der Absatz 2 über die Reziprozität. Das Bundesarchiv und Herr Professor Guggenheim möchten diese Klausel abschaffen. Ich bin gegenteiliger Auffassung und glaube, dass diese Klausel uns von Nutzen sein kann. Gegenüber den anderen Staaten gibt sie uns immerhin ein gewisses Druckmittel in die Hand. Ich möchte also beantragen, dass man den Absatz 2 des Artikels 8, Absatz 1, lit. b, wieder einfügt. Dabei möchte ich unterstreichen, dass es sich um eine Kann-Vorschrift handelt und nicht um eine obligatorische Regel.

Professor Guggenheim: Ich bin ganz damit einverstanden, da es sich klarerweise um eine Kann-Vorschrift handelt.

Dr. Haas: Meine Kollegen im Ausland werden von dieser Bestimmung sicher nicht begeistert sein, aber ich gebe zu, dass es die einzige Waffe ist, die uns in der Hand verbleiben wird.

Botschafter Bindschedler: Wir kommen somit zum letzten Punkt der Tagesordnung: Es ist der Artikel 8, Absatz 1, lit. b: Es geht um das Problem der sogenannten Nachzensur. Herr Professor Wildhaber wäre für die Aufhebung dieser Bestimmung, d.h. das Verbot wäre nach ihm nur möglich, wenn es sich um eine entstellte Wiedergabe der konsultierten Dokumente handeln würde. Herr Ständerat Reverdin hat eine ähnliche Bemerkung angebracht. Er würde den zweiten Satz dieser Bestimmung wie folgt formulieren: "Ce département peut lui présenter des observations et lui interdire la publication de certaines pièces d'archive." Die Diskussion über diese Vorschläge ist eröffnet.

Professor Gruner: Ich glaube, nur das kann in Frage kommen. Die effektive Kontrolle von Texten kann nicht in Erwägung gezogen werden.

Dr. Kurz: Es kann vorkommen, dass wir ein einzelnes Dokument sperren müssen. Aber wie Sie wissen, kann durch die Herausnahme eines einzigen solchen Dokumentes eine ganze Beweiskette brüchig werden. Dadurch kann es dazu kommen, dass wir ganze Texte auf diese Weise beeinflussen. Ich glaube es ist die Aufgabe des Bundesarchivs, mit Leuten, die mit solchen Dokumenten arbeiten, frühzeitig Kontakt aufzunehmen, und sie auf die eventuelle Nichtverwendbarkeit einzelner Akten aufmerksam zu machen, damit sich dann später nicht das Problem ergibt, einen ganzen Text gewissermassen zu entwerten, indem im nachhinein solche Dokumente daraus entfernt werden müssen.

Botschafter Bindschedler: Darf ich Sie fragen, ob Sie mit der von Herrn Reverdin vorgeschlagenen Formulierung einverstanden wären? Satz 1 der lit. d würde also gleich bleiben und Satz 2 würde durch die neue Formulierung ersetzt. Ich möchte hierzu den Herrn Bundesarchivar noch fragen, ob es jemals vorgekommen ist, dass man ein Manuskript oder Teile daraus verboten hat?

Dr. Haas: Nein, nicht direkt verboten. Man hat höchstens mit den Autoren über gewisse Stellen ihrer Arbeiten diskutiert, und ihnen empfohlen, sie so oder so abzuändern. Schwierigkeiten ist man dabei nie begegnet.

Professor Wildhaber: Wenn ich dazu noch etwas Verwaltungsrechtliches sagen darf, so glaube ich, dass eine solche gegen die Veröffentlichung eines Werkes oder seiner Auszüge gerichtete Verfügung vom Betroffenen ohnehin mit einer Verwaltungsgerichtsbeschwerde angefochten werden könnte gemäss Artikel 100, lit. a OG. Dieser Fall könnte meiner Meinung nach ohne weiteres entreten.

Botschafter Bindschedler: Ja, diese Bemerkung ist richtig. Hat sonst noch jemand eine Bemerkung zur Revision des Reglementes des Bundesarchivs oder zu den Fragen der Geheimhaltung hinzuzufügen? Wenn das nicht der Fall ist, so ist die Formulierung von Herrn Ständerat Reverdin akzeptiert.

Das weitere Vorgehen bestünde nun darin, dass wir ein Protokoll der heutigen Sitzung anfertigen, um dem Bundesarchiv die Möglichkeit der Ausarbeitung eines revidierten Reglementes zu geben. Hernach wäre ein Antrag an den Bundesrat zu stellen. Die heutige Sitzung ist damit geschlossen.

Ende der Sitzung: 15.45 Uhr.